

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 3 février 2021

Comité interministériel à la ville : des annonces bienvenues et des attentes sur la méthode

France urbaine, AdCF-Intercommunalités de France et Villes de France saluent les annonces du Comité interministériel à la ville (CIV) qui s'est tenu à Grigny le 29 janvier 2021. L'abondement de 2 milliards d'euros des crédits de l'ANRU, les mesures en faveur de l'éducation et du suivi du parcours des enfants, l'augmentation des moyens dédiés aux politiques d'emploi et d'insertion, de santé ou de sport vont dans le bon sens et répondent à l'urgence et aux attentes des élus, acteurs économiques, associatifs et habitants des territoires concernés.

De même, le renforcement des effectifs de police dans les quartiers de reconquête républicaine (QRR) comme des personnels en charge de la prévention de la délinquance sont une première réponse à la dégradation de la situation dans nombre de nos quartiers populaires.

Les élus de l'AdCF, France urbaine et Villes de France seront toutefois attentifs à ce que ces annonces et crédits se concrétisent rapidement et de manière la plus opérationnelle, au plus près des besoins du terrain. Dans cette optique, les trois associations proposent une méthode de travail nouvelle entre Etat et collectivités du bloc local, dans l'esprit de la contribution proposée au Premier ministre [« Pacte pour l'inclusion urbaine et républicaine : nos engagements pour répondre à l'urgence et préparer l'avenir de nos quartiers populaires »](#).

Les communautés et métropoles doivent en effet pouvoir bénéficier au premier rang des crédits de France relance et intégrer un volet cohésion urbaine et sociale au sein des futurs contrats de relance et de transition écologique (CRTE) qu'elles piloteront. A ce titre, **l'AdCF, France urbaine et Villes de France demandent qu'un comité de suivi ad hoc soit mis en place rapidement avec Matignon, en lien avec les associations d'élus concernés, afin de veiller à une territorialisation la plus fine des mesures présentées.**

Les communautés et métropoles sont prêtes à prendre dans la relance toutes leurs responsabilités au titre de leurs compétences en matière d'habitat, de développement économique et de mobilités et dans le cadre des projets de territoire élaborés pour cette mandature. Sans elles, l'Etat ne pourra décliner des politiques transversales et intégrées d'inclusion urbaine et républicaine à la bonne échelle, celle des solutions et des solidarités nouvelles, au service d'actions différenciées et augmentées.

En ce sens, **les élus locaux réitèrent leurs propositions de pouvoir lancer des expérimentations en matière de gestion des crédits spécifiques politique de la ville (BOP 147).** Des communautés et métropoles volontaires sont prêtes aujourd'hui, sur le modèle de la délégation des aides à la pierre en matière d'habitat, à expérimenter la gestion directe des crédits des emplois aidés, de la réussite éducative et de la prévention de la délinquance et prévention spécialisée.

Le renouveau de la politique de la ville doit aussi passer par une nouvelle gouvernance locale et une confiance renouvelée aux territoires. En ce sens, France urbaine, l'AdCF et Villes de France s'emploieront dans les prochains mois à rassembler autour d'elles les associations d'élus, autour d'une démarche de travail en commun et d'initiatives partagées.



Contact presse

AdCF

Sandrine GUIRADO

06 86 79 42 92

s.guirado@adcf.asso.fr

France urbaine

Benoît CORMIER

06 40 86 45 38

b.cormier@franceurbaine.org

Villes de France

Adrian PHILIP

06 31 55 25 13

adrian.philip@villesdefrance.fr